

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



LES ETATS-UNIS ET LES BALKANS

*Mémoire de géopolitique
du commandant Andrija SAKIC
de l'armée du terre de Croatie
dans le cadre du séminaire
« Les Etats-Unis d'Amérique »*

Directeur du séminaire: Général Vincent Desportes

Mars 2005

TABLE DE MATIERES

LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE ET LES BALKANS

AVANT PROPOS - Que sont les Balkans ?.....	3
INTRODUCTION.....	4
1. LA POLITIQUE EXTERIEURE AMERICAINE EN EUROPE.....	6
1.1. Stratégie générale.....	6
1.2. Politique étrangère américaine, fondée sur une stratégie économique..	7
1.3. L'engagement des Etats-Unis dans l'OTAN.....	8
1.4. Soutenir l'Islam.....	9
2. L'ORIGINE DE L'ECLATEMENT DE L'EX YUGOSLAVIE.....	11
2.1. L'effondrement économique à l'origine de l'éclatement.....	11
2.2. Des inégalités parmi les Républiques d'ex Yougoslavie.....	12
2.3. L'éclatement politique.....	14
3. LE PROCESSUS DE RECONNAISSANCE DES REPUBLIQUES.....	17
3.1. Divisions des Européens et opposition des USA.....	17
3.2. L'attitude des USA dans cette processus	20
4. LA CRISE EN BOSNIE.....	22
4.1. Affaiblir et diviser l'Europe.....	24
4.2. Imposer l'OTAN comme seul recours à la crise.....	26
4.3. Les accords de Dayton.....	28
5. LA GUERRE DU KOSOVO.....	30
5.1. « Plan de Rambouillet ».....	32
5.2. Situation humanitaire au Kosovo – raison pour les bombardements.....	33
5.3. Les enjeux de la guerre du Kosovo pour les Etats-Unis.....	34
Conclusion.....	39
Bibliographie.....	40

Avant-propos

Que sont les Balkans ?

Le terme « Balkans », utilisé communément pour évoquer la région comprise dans les limites géographiques de l'Europe au sud-est du continent, n'est pas toujours adapté aux réalités. En outre, ce mot d'origine turque signifiant « montagne », n'est pas ressenti de la même manière dans chacune des républiques qui composent ce territoire. C'est le cas de la Croatie et sa région Dalmatie qui fut l'un des principaux foyers de l'humanisme européen pendant l'histoire. Pour d'autres en revanche, « l'identité balkanique » est une arme de protection face à l'Occident. En réalité, il n'y a pas d'identité balkanique car il n'y a pas de Balkans en tant que tels mais une grande variété de cas nationaux et une grande diversité de structures ethniques. Pour une population totale de près de 65 millions d'habitants, (répartis en huit Etats – l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, la Grèce, la Macédoine, la Roumanie et la Serbie et Monténégro) qui peuplent la région, on compte trois religions (catholique, orthodoxe et musulmane), avec une majorité orthodoxe, une ethnie slave majoritaire, une dizaine de minorités et deux alphabets – cyrillique et latin qui donnent un aperçu de l'hétérogénéité d'une région qu'on ne peut simplifier par un terme.

Les divergences d'attitudes politiques, les soutiens des ethnies entre elles (à l'imagé de la Grèce et la Serbie face à la Bulgarie) et les différences de niveaux de vie économique et administratif entre la Grèce et l'Albanie (balkaniques toutes mais non slaves) expliquent également les ambiguïtés du terme Balkans.

Il est donc difficile de cerner les Balkans autrement que par la géographie même si certains esprits érudits ergotent encore pour savoir si le Danube moyen est ou non une frontière présume des Balkans. La délimitation actuelle de ce qu'on appelle la « péninsule balkanique » s'étend sur 7650000 km², entre la mer Adriatique et la mer Ionienne à l'ouest, entre la mer Noire et la mer Egée à l'est et au sud, avec la mer Méditerranée.

C'est à bon escient que cette région a été baptisée de la sorte : elle accuse, en effet, un relief fort accidenté avec, à l'ouest, la dorsale des Dinarides qui longe l'Adriatique, à l'est, les Carpates et le Balkan formant un double arc de cercle de part et d'autre du Danube, et, au centre, le massif du Rhodope doté lui aussi de sommets élevés en dépit de son ancienneté. Véritable point de rencontre entre les civilisations et les religions, les Balkans sont devenus un enjeu dont la stabilisation est un gage de sécurité pour l'Europe et pour ses relations avec sa « périphérie ». C'est pourquoi il faut focaliser l'attention sur les épisodes de la « crise yougoslave ».

Introduction

Les cinquante dernières années sur notre continent auront vu la construction progressive de l'Union européenne, d'abord en tant que communauté économique (la CEE).

En décembre 1991, lors du 46^{ième} sommet européen à Maastricht, les douze pays de la Communauté européenne ont conclu un traité d'union économique, monétaire et politique, en marquant notamment leur souhait d'affirmer une identité européenne sur la scène internationale par la mise en œuvre d'une politique étrangère de sécurité commune (la PESD).

Mais, la dernière décennie de XX^{ième} siècle, particulièrement l'année 1991, aura été une année charnière à plus d'un titre. C'est l'année de la guerre du Golfe (août 1990 – février 1991), qui marque le début de l'avènement des Etats-Unis comme unique superpuissance mondiale. Unique, car, « si dans le passé nombre de civilisations se sont élevées au-dessus des autres, elles n'ont jamais dominé que leurs proches voisins ; aujourd'hui la domination est planétaire » comme dit Gérard Baudson dans son livre « La planète de l'Oncle Sam ». C'est également l'année du putsch manqué des généraux russes à Moscou (août 1991), suivi des proclamations d'indépendance des anciennes Républiques soviétiques, confirmant le déclin de l'URSS. Et c'est surtout pour la jeune Europe le « baptême du feu » dans les Balkans, puisque quatre anciennes Républiques yougoslaves ont proclamé leur indépendance vis à vis de la Fédération de Yougoslavie (juin à décembre 1991), dans un climat de guerre qui menace de dégénérer rapidement.

Nous montrerons quelle a été la rôle des Etats-Unis dans l'éclatement et dans la guerre de Yougoslavie ?

A-t-il existé une stratégie Américaine dans les Balkans ?

L'opinion publique occidentale est persuadée que les Etats-Unis se sont désintéressés de la situation dans les Balkans jusqu'en 1995, quand les Européens les ont appelés à intervenir. Pour beaucoup, les Américains auraient souhaité laisser la jeune Europe trouver une solution à la crise qui se développait à ses frontières, en Yougoslavie, en liaison avec l'Organisation des Nations Unies. Mais, la politique extérieure et de sécurité américaine prévoyait de ne laisser aucune puissance potentiellement concurrente émerger sur le continent européen, de l'Islande à Vladivostok. En outre, l'éclatement de l'ex-URSS

laissant un grand vide en Europe, il fallait trouver une nouvelle légitimité d'existence à l'OTAN et maintenir sa crédibilité. Le théâtre des Balkans a permis cette renaissance.

Enfin, grâce à la crise yougoslave, les Etats-Unis ont pu soutenir le camp de l'Islam intégriste sur la scène internationale.

Après avoir rappelé les grands axes de la politique extérieure américaine pour l'Europe au début des années 90, nous montrerons que les politiques conjuguées des Etats-Unis et du Fonds monétaire international en Yougoslavie ont été à l'origine de la crise dans les Balkans.

Nous illustrerons ensuite les aspects de cette politique extérieure à travers trois événements majeurs qui ont marqué la crise dans les Balkans :

- le processus de reconnaissance des anciennes Républiques yougoslaves sécessionnistes par la Communauté internationale (1991-1992),
- la crise bosniaque (1991-1995) et
- la guerre du Kosovo (1996-1999)

Pour conclure, il faudra répondre à la question : L'ère des conflits balkaniques, est-elle achevée ou les Balkans sont-ils condamnés à demeurer la « poudrière de l'Europe » et quelle avenir européen des Balkans?

PREMIERE PARTIE

1. LA POLITIQUE EXTERIEURE AMERICAINE EN EUROPE

L'Europe demeure une zone stratégique essentielle pour les Américains. Depuis la crise de 1929, l'Europe est considérée comme un débouché vital pour les produits manufacturés américains. « Une Europe fermée économiquement serait un pistolet braqué sur le cœur de l'Amérique »¹.

1.1. Stratégie générale

A l'échelle mondiale, la politique extérieure américaine se caractérise par deux objectifs stratégiques :

- Assurer la permanence d'une présence outre-mer, non pour « aider des alliés », mais pour soutenir les intérêts fondamentaux des Etats-Unis
- Etre en mesure de mener des opérations de projection de puissance à partir de la mer, en tout point du globe.

Limitée à l'Europe, elle se décline en deux objectifs principaux :

- Maintenir une Europe stable et sûre pour que les soldats américains n'aient plus à y verser leur sang ;
- Garantir des économies européennes suffisamment stables pour offrir de bonnes capacités d'investissement et garantir des emplois aux Etats-Unis.

Au concept d'endiguement (« containment ») succède le concept d'élargissement. Ces deux concepts ont pourtant un point commun : encercler le continent eurasien. Les Etats-Unis veulent s'assurer qu'aucune puissance eurasienne ne mette en cause leur statut de superpuissance. La crise yougoslave aura permis de réduire les prétentions d'émergence des deux puissances eurasiennes, l'Europe et la Russie, et montré que seuls les Etats-Unis ont les moyens d'imposer la paix dans les zones troublées.

D'après Kissinger, la Russie est un pays traditionnellement expansionniste dont il faut se méfier. La stratégie américaine vise à couper la Russie de l'accès aux ressources du Golfe et de la mer Caspienne. Elle souhaite pouvoir affaiblir le contrôle qu'elle exerce sur ses

¹ Bruno Colson, La stratégie américaine et l'Europe, Economica, Paris, avril 1997, p. 103, propos attribué à Walter Russel Meadow.

propres sources d'énergie. Il est possible de penser que, à l'instar de ce qui s'est produit pour la Yougoslavie, la politique du FMI consiste à accompagner financièrement les réformes économiques de la Russie, tout en permettant à des ensembles transnationaux de contrôler ses entreprises nationales.

A la fin de la guerre froide, la Russie a renoué avec sa quête identitaire traditionnelle : est-elle une nation occidentale, panslave ou eurasienne ? Pour les Etats-Unis, il s'agissait de contenir la Russie à l'état de non puissance, en particulier en l'empêchant de songer à un rapprochement entre Slaves du nord et Slaves du sud. Il fallait donc éviter que la dislocation de la Yougoslavie ne donne prise à un retour des Russes dans la partie occidentale des Balkans, soit en appuyant l'une des nationalités de la fédération yougoslave contre les autres, soit en prenant la défense de celles qui se sentiraient menacées, soit en faisant accepter son arbitrage entre elles.

1.2. Une politique étrangère - fondée sur une stratégie économique

En 1990, les trois 3 piliers du projet de politique étrangère des Etats Unis étaient:

1. Assurer une croissance économique renforcée et durable
2. Garantir le maintien d'une défense solide
3. Promouvoir et consolider la démocratie à travers le monde.

En 1992, le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher déclare que « la sécurité économique est le premier objectif de la politique étrangère de l'administration Clinton »². Tout consiste à pratiquer une stratégie défensive, pragmatique et sélective, partout où cela peut être le plus utile pour les Etats-Unis. L'objectif de l'administration Clinton est que se développent les démocraties de marché ou, à défaut, les économies de marché. Pour le président Clinton, les « moments » répondent à des critères stricts qui renvoient aux intérêts économiques des Etats-Unis.

La stratégie américaine pour la sécurité prévoit des modes d'action spécifiques, des « stratégies » pour assurer la sécurité économique des Etats-Unis. Celles-ci tournent autour d'un même objectif : la mise sur pied du système commercial global le plus ouvert de l'histoire, dont les Etats-Unis ne peuvent que retirer des avantages. La promotion de la démocratie, la protection des droits de l'homme, l'interventionnisme humanitaire sont passés au second plan. Cela sous entend que la démocratie peut très bien n'être plus une priorité. On

² Bruno Colson, La stratégie américaine et l'Europe, Economica, Paris, avril 1997, p. 33.

ressent comme une aspiration quasi unanime à une sorte d'américanisation économique et culturelle du monde, notamment par l'intermédiaire des institutions internationales (G-7, FMI). Ce point de vue, été particulièrement adapté à la situation dans les Balkans.

1.3. L'engagement des Etats-Unis dans l'OTAN

Créée pour faire face à une possible invasion de l'Europe par l'URSS, l'OTAN aurait pu disparaître avec cette dernière. Or non seulement elle perdure, mais de surcroît elle s'ouvre à ceux des pays qui étaient ses « anciens ennemis » (Pologne, République Tchèque, Hongrie) ; elle acquiert en dix ans de crises dans les Balkans la légitimité d'intervenir hors de ses frontières pour accomplir des missions non plus de guerre ou de défense, mais de maintien ou de rétablissement de la paix. Ainsi, le gouvernement américain conserve le leadership de l'OTAN, qui lui a été contesté par la France pour le théâtre européen après les événements en Bosnie. Il estime avoir le droit d'intervenir en Europe, pour y maintenir la sécurité et l'équilibre, pour y défendre ses intérêts stratégiques et pour favoriser ses exportations d'armements.

La Maison Blanche ne peut tenir ce genre de discours et se trouve obligée d'exalter les mérites de l'Alliance en évoquant uniquement son efficacité militaire. C'est pourquoi, en vue d'assurer la meilleure publicité à l'OTAN, il est nécessaire pour les Etats-Unis d'en maintenir avant tout la crédibilité, pour masquer le véritable état final recherché, à savoir assurer son élargissement, qui garantira des marchés prometteurs, notamment d'armement. Une OTAN élargie, préservée et renforcée continuera à être le vecteur principal du leadership américain en Europe.

Pour Richard Holbrooke, « L'Amérique est une puissance européenne »³. L'OTAN permet de légitimer les interventions des Etats-Unis en Europe, même lorsqu'elles ont pour but principal de défendre leurs intérêts propres, comme cela a été le cas en Bosnie et au Kosovo. La stratégie militaire globale consiste à implanter des bases américaines partout dans le Rimland, à proximité des intérêts vitaux et sur les axes de communication qui permettent de les exploiter. Cette stratégie est permanente en Europe : elle va de pair avec l'élargissement de l'OTAN. La présence militaire en Europe est jugée nécessaire aux alentours de 100.000 hommes, niveau suffisant pour préserver l'influence des Etats-Unis et leur leadership dans

³ Pierre-Marie Gallois, *Le sang du pétrole – Bosnie, L'Âge d'Homme*, Paris, 1996, p.16.

l'OTAN. Le Partenariat pour la paix, lancé en janvier 1994, doit prolonger la stratégie d'intégration européenne pratiquée par l'OTAN depuis cinquante ans.

L'engagement des Etats-Unis dans l'OTAN n'est pas une question d'altruisme. C'est un intérêt américain vital. L'implication militaire tardive des Etats-Unis dans le conflit yougoslave visait à raffermir le leadership américain au sein de l'OTAN.

En novembre 1992, le général Odom estime que « les impératifs économiques dictent aux Etats-Unis d'intervenir militairement avec l'OTAN dans l'ex-Yougoslavie. Seule une OTAN forte, avec au centre l'implication des Etats-Unis, peut empêcher l'Europe occidentale de dériver vers l'esprit de clocher national et une éventuelle régression par rapport à son niveau de coopération économique et politique..L'interdépendance des Etats-Unis avec l'Europe occidentale crée un très grand nombre d'emplois sur le sol américain. Ainsi, la Yougoslavie constitue un test du ressort de la communauté atlantique. C'est en fait un défi stratégique majeur pour le leadership américain »⁴.

En simplifiant, les Etats-Unis considèrent l'Europe économique avec intérêt, l'Europe de la Défense uniquement à travers l'OTAN, mais ne veulent pas entendre parler d'Europe politique.

1.4. Soutenir l'Islam

La « théorie des dominos » est passée du domaine politique au domaine économique après l'éclatement de l'ex-URSS. Tout risque d'instabilité, même dans une région d'importance économique limitée comme l'ex-Yougoslavie est censé pouvoir infecter d'autres régions réputées essentielles, comme les anciens satellites de la Fédération de Russie, qu'il faut conquérir et faire passer dans la sphère d'influence américaine.

Dans cet endiguement de la Russie, l'allié naturel des Etats-Unis est l'Islam, qui a participé à la doctrine du containment. Pour Alexandre del Valle, dans « Islamisme et Etats-Unis : Une alliance contre l'Europe », il y a pérennité de la stratégie américaine pro islamiste contre la menace soviétique après la chute du mur de Berlin. Les pays de l'Islam détiennent encore des réserves énergétiques importantes et formeront bientôt un marché de presque deux milliards de consommateurs, en fournissant en même temps une main-d'œuvre à bon marché.

⁴ Bruno Colson, La stratégie américaine et l'Europe, Economica, Paris, avril 1997, p. 102.

Le monde arabo-musulman fait la jonction entre le pôle européen et l'océan Pacifique qui est le centre de l'économie de demain⁵. Ces pays forment un marché prometteur, que les Etats-Unis auront à disputer à l'Europe et à l'Asie. L'Amérique essaie dans les années 1990 de passer du statut de « Grand Satan de l'Occident » à celui d' « Ami de l'Islam », ou tout au moins à celui de protecteur. Le matraquage de l'Irak est montré comme un soutien à l'Islam, l'Irak étant une « anomalie laïque et progressiste dans un Islam en marche vers un intégrisme admis et même encouragé »⁶.

De plus, la Turquie est le grand allié des Etats-Unis en Europe. Nul ne croit au marché de dupes des Américains : il s'agit bien de profiter de cette alliance pour donner aux forces de l'OTAN, c'est à dire américaines en l'occurrence, des bases de déploiement avancées pour les projeter plus aisément au Proche et au Moyen-Orient. Pour l'Europe, la Turquie est un cadeau empoisonné. Si elle représente des atouts sérieux sur le plan stratégique, la Turquie future, avec 80 millions d'habitants, laisse présager un retour en force des populations musulmanes vers l'Europe Centrale. Pour les Etats-Unis, qui se croient – à l'époque – à l'abri sur leur continent, cet expansionnisme de l'Islam en Europe Centrale continue à contribuer à l'encerclement de la Russie, comme au temps de la guerre froide, même s'il se fait au détriment de l'Europe de l'Ouest. Washington souhaite également que la Turquie puisse influencer les populations des pays islamiques d'Asie centrale, s'opposant ainsi aux projets régionaux de Téhéran. Enfin, les Etats-Unis ont besoin des ressources énergétiques du Golfe persique ; il leur faut garder les meilleurs termes avec l'Arabie Saoudite et le sultanat d'Oman.

Pour l'ensemble de ces raisons, le soutien à la cause de l'Islam, sous toutes ses formes, est absolument nécessaire pour les Etats-Unis.

⁵ Pierre-Marie Gallois, *Le sang du pétrole – Bosnie, L'Âge d'Homme*, 1996, p.15.

⁶ *Ibid.*, p. 41.

DEUXIEME PARTIE

2. L'ORIGINE DE L'ECLATEMENT DE L'EX YUGOSLAVIE

En réalité, la situation économique désastreuse de la Yougoslavie a favorisé son éclatement ; des tensions ethniques exacerbées ont ensuite accéléré le processus de dérive vers la guerre. Les grandes puissances occidentales et plus particulièrement les Etats-Unis, par l'influence qu'ils exercent sur le Fonds monétaire international, ont une responsabilité dans l'effondrement du niveau de vie des populations yougoslaves dans les années 1980.

A la fin des années 1980, la ligue des communistes de Yougoslavie est toujours au pouvoir. La situation économique est catastrophique. Le pays s'enfonce dans le sous développement. Pendant quarante années, le régime « titiste » a camouflé l'échec de sa politique économique autosuffisante en vivant à crédit.

2.1. L'effondrement économique à l'origine de l'éclatement

Au début de la guerre froide, la réussite économique de ce pays et ses prises de distance par rapport à l'URSS doit convaincre les pays du bloc de l'Est de se détourner du socialisme soviétique et de suivre cette troisième voie. En réalité, la réussite économique est seulement apparente et dépend financièrement du monde occidental, notamment des Etats-Unis qui y injectent massivement leurs dollars. Mais, la Yougoslavie apparaît comme le leader des pays du Tiers Monde. Toutes les Républiques et provinces sont florissantes : la Slovénie et la Croatie commercent avec l'Europe de l'Ouest, la Serbie avec l'URSS, le Kosovo, le Monténégro et la Macédoine avec le Tiers Monde. Un grand nombre de Yougoslaves ont émigré vers l'Occident et envoient une partie de leurs revenus au pays.

Après avoir déjà subi la crise des années 1980, la Yougoslavie perd ensuite son rôle de vitrine internationale aux yeux des Américains et devient un pays d'Europe centrale comme les autres, sommé de réduire sa dette et de s'ouvrir à l'économie de marché, pour pouvoir bénéficier des aides du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

En effet, la crise économique, déclenchée par le deuxième choc pétrolier, se déclare en 1979. Les mécanismes du socialisme autogestionnaire ne permettent plus à l'économie de s'adapter aux conséquences de la crise mondiale. Le FMI impose des réformes économiques et constitutionnelles ou, tout au moins, impose que la discipline monétaire soit respectée. Le

gouvernement introduit des mesures d'austérité pour augmenter les exportations et réduire les importations. Les envois de fonds de l'étranger, qui finançaient 50% de la dette extérieure, baissent de moitié en 1982. Au début des années 80, on voit apparaître de plus en plus de pénuries : des coupures de courant, des manques d'essence.

2.2. Des inégalités extrêmes parmi les ex Républiques

De façon globale, les chiffres masquent mal des inégalités extrêmes (voir tableau « Disparités régionales en 1986"). Le Kosovo est la région la plus pauvre, la Slovénie la plus riche. Le produit social réel par tête en Slovénie est cinq fois plus élevé qu'au Kosovo.

La Croatie est elle aussi une république tournée vers l'Occident. L'Allemagne, ancien allié, entretient des relations privilégiées officieuses avec ces deux républiques. De leur côté, les Croates déploraient un système bancaire qui ne leur permettait pas de contrôler la masse des devises qu'ils apportaient à la Fédération, par le biais notamment de leurs régions touristiques. Dans le même temps, le pouvoir fédéral, animé principalement par le bloc serbe, monolithique et autoritaire, défend le centralisme. Pour les deux républiques occidentales, l'appartenance à la Yougoslavie est vécue comme un handicap économique.

A l'opposé, l'économie de la Serbie se détériore : entre 1981 et 1988, le chômage passe à 18% de la population active. En 1986, le taux de chômage en Slovénie et en Croatie sont respectivement de 1.7 et de 7.7%. En Bosnie-Herzégovine et au Kosovo, il est de 23.9 et de 55.9%. De plus, en 1986, de manière globale pour la Yougoslavie, on estime à 27% le nombre des emplois improductifs dans les entreprises. « Le déclin du niveau de vie a été si grand qu'il est difficile d'imaginer un autre pays qui n'aurait pas réagi à cette situation par des changements politiques radicaux, ou même par une révolution »⁷. En 1987 et en 1988, de violentes grèves paralysent le pays. « En 1988, la Yougoslavie compte le plus grand nombre d'heures de grève de toute l'Europe »⁸.

⁷ Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Fayard, Paris, mars 1992, p. 9.

⁸ Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, Bruxelles, 1998, p. 235.

Disparités régionales en 1986

<p>Col. 1 : Produit social réel par tête (100 = Yougoslavie). Col. 2 : Revenu personnel net réel par tête dans le secteur autogéré (100 = Yougoslavie). Col. 3 : Nombre de demandeurs d'emploi en % des travailleurs dans le secteur autogéré. Col. 4 : Natalité (en ‰). La Serbie s'entend au sens « étroit » (sans les provinces autonomes).</p>				
	1	2	3	4
Slovénie	179	124	1,7	13,3
Croatie	117	102	7,7	12,9
Voïvodine.....	133	101	15,2	12,4
Serbie	94	93	17,7	12,8
Bosnie-Herzégovine.....	80	96	23,9	16,3
Monténégro.....	80	84	24,5	16,9
Macédoine.....	75	80	27	18,7
Kosovo.....	36	89	55,9	30,2
Yougoslavie.....	100	100	16,2	15,5
<p>SOURCES : col. 1, 2, 3 : H. Lydall, <i>Yugoslavia in Crisis</i>, Oxford, Clarendon Press, 1989, pp. 189-190 ; col. 4 : <i>Statistički Godišnjak Jugoslavije</i>, 1989.</p>				

L'Armée fédérale coûte cher à la Yougoslavie. Au milieu des années 1980, la politique reaganienne affole les militaires qui vivent dans la psychose d'une guerre imminente en Europe. En outre, cette armée est pro fédéraliste.

En 1985-1986, la situation est prérévolutionnaire. Les affrontements vont grandissant entre le gouvernement fédéral, qui essaie de promouvoir des réformes encore plus radicales, et les gouvernements des républiques florissantes, qui défendent leurs intérêts nationaux.

Pour parfaire ce plan de déstabilisation accélérée de la Yougoslavie, la Banque mondiale et le FMI exigent que le gouvernement fédéral consacre l'essentiel de ses moyens financiers au remboursement de la dette extérieure et ses intérêts, menaçant de ne pas la rééchelonner. Les républiques riches (Slovénie et Croatie) ont toutes les raisons de demander leur dissociation de la Fédération yougoslave ou, pour le moins, que celle-ci évolue vers une confédération. Tandis que la Serbie, le Monténégro et la Macédoine font tout pour préserver une organisation fédérale, communautaire et solidaire. La Bosnie-Herzégovine suit ce dernier mouvement, au moins jusqu'en 1991.

2.3. L'éclatement politique

Le dernier congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY) se tient à Belgrade à partir du 20 janvier 1990. Les participants croates et slovènes quittent le cénacle. Le congrès est ajourné sine die le 23 janvier, malgré les tentatives de Slobodan Milosevic de poursuivre le congrès sans les Slovènes et les Croates.

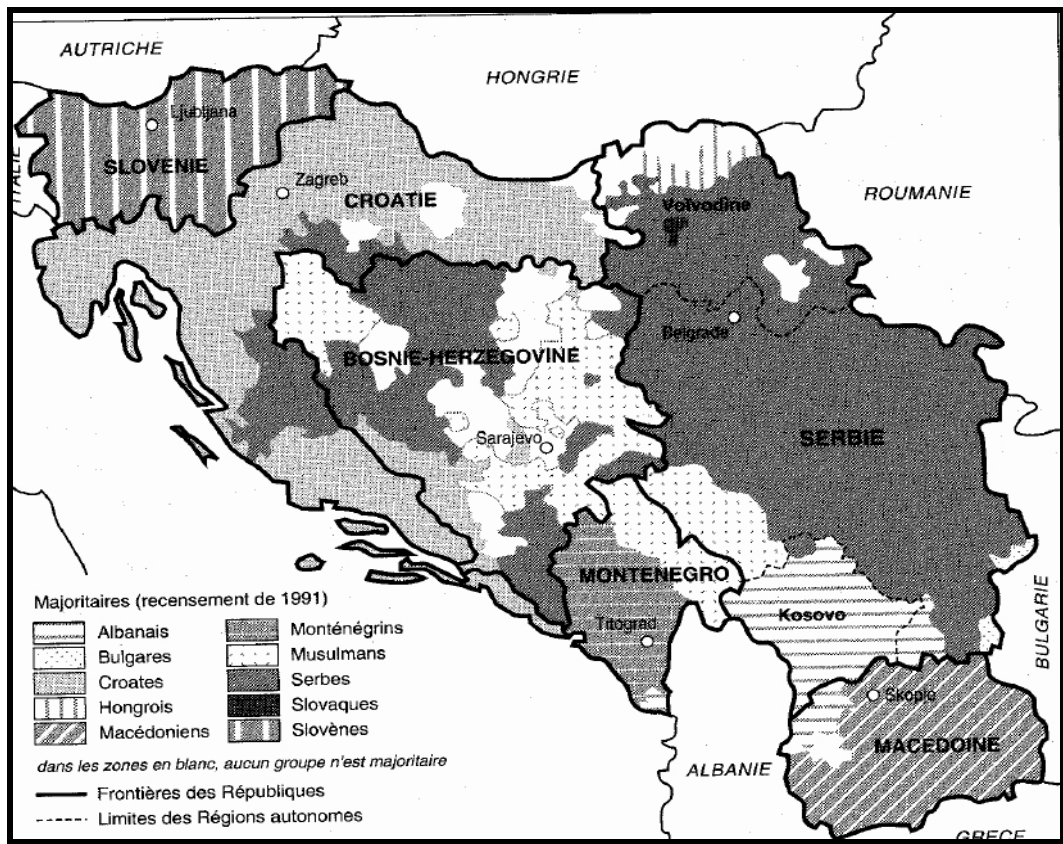
Au mois de mai, Franjo Tudjman est élu président de la Croatie par le Parlement, où sa partie (Communauté démocratique croate - HDZ) a remporté plus de la moitié des sièges.

Au Kosovo, le Parlement provincial proclame l'indépendance par rapport à la Serbie et confère à la province le statut de République dans la Fédération yougoslave, pour répondre à la modification de la Constitution serbe qui prévoit l'abolition de l'autonomie de ses provinces.

La Serbie mate durement ce mouvement sécessionniste, sans toutefois obtenir le soutien de l'armée fédérale, maintenue dans ses cantonnements par décision fédérale (la Croatie et la Slovénie opposent leur veto). Contrairement à ce qui se passe en Slovénie, en Croatie ou au Kosovo, les néo-communistes serbes remportent majoritairement les élections législatives en décembre 1990 et Slobodan Milosevic est élu président de Serbie au suffrage universel avec 65% des voix. Le Monténégro vote en même temps que la Serbie et obtient les mêmes résultats.

Contre toute attente, les élections législatives en Bosnie-Herzégovine voient une coalition des partis démocratiques nationalistes des trois communautés musulmane, serbe et croate s'opposer au parti communiste. Dans le consensus, Alija Itzebegovic est élu président de la République de Bosnie-Herzégovine en décembre 1990. Enfin, en Macédoine, une coalition de nationalistes et de communistes élit Kiro Gligorov à la présidence. C'est la fin de la Yougoslavie.

Les évènements douloureux à venir ne peuvent être compris que si l'on garde à l'esprit l'imbrication des différents peuples au début de la guerre. En effet, l'ex Yougoslavie, c'était 6 républiques, 5 nations, 4 langues, 3 religions, 2 alphabets, C'est ce que montre la carte suivante :



La communauté internationale aurait peut-être pu faire pression sur les dirigeants serbes, partisans d'une LCY commune et forte, afin qu'ils admettent qu'un Parlement fédéral soit constitué par le biais d'élections libres avec multiplicité des partis. Or, à cette époque, la pensée stratégique américaine est déjà en train d'évoluer : d'idéologique, elle devient économique. A partir d'un certain stade, l'objectif se borne à développer les économies de marché, à défaut des démocraties de marché. Au lendemain du dernier congrès de la LCY, l'Occident voit dans la débâcle des promesses de libéralisation à venir, sauf pour la Serbie et le Monténégro, en occultant complètement les graves conséquences politiques.

Ainsi, les divisions historiques entre Serbes, Croates et Musulmans ont été exacerbées parce que la crise économique, les exigences du marché global et celles des institutions financières internationales ont contraint les différentes Républiques de l'ex-Yougoslavie à rivaliser entre elles jusqu'à rompre le consensus interne de la Fédération. En l'analysant uniquement comme une "lutte ethnique" ou comme le résultat de l'"expansionnisme serbe", les institutions politiques internationales (ONU, UEO, OTAN) ne pouvaient adopter, à l'égard de cette guerre, que des politiques erronées. Avec l'effondrement de l'Etat fédéral et de

l'économie, les acteurs du conflit se sont trouvés projetés vers l'inconnu. En Slovénie, Croatie, Bosnie et Serbie, les rêves d'identité nationale ont pris le relais.

Ainsi, si les Etats-Unis semblent se désintéresser de la crise à ses débuts, c'est soit par inconscience, soit par cynisme politique. La politique des instances internationales se poursuit dans la même continuité dès après les événements de la fin de l'année 1990 (répressions sanglantes au Kosovo après la proclamation d'indépendance, puis la dissolution du Parlement provincial par l'Assemblée serbe et victoire des néo-communistes de Slobodan Milosevic aux élections nationales en décembre). Milosevic devient l'ennemi à éliminer par tous les moyens : il ne respecte pas les droits de l'homme et s'oppose aux réformes économiques.

TROISIEME PARTIE

3. LE PROCESSUS DE RECONNAISSANCE DES REPUBLIQUES YOUGOSLAVES

En janvier 1991, la Yougoslavie n'existe plus : les six Républiques de Yougoslavie (Serbie, Monténégro, Croatie, Slovénie, Bosnie-Herzégovine et Macédoine) ont des intérêts divergents et il n'y a plus aucun facteur d'unité. A partir de ce moment, chaque partie fait ses calculs en fonction de ses alliés internationaux. La Croatie et la Slovénie s'appuient sur l'Allemagne, l'Autriche et le Vatican; les Musulmans de Bosnie se tournent vers le monde arabo-musulman et sentent que les Etats-Unis vont prendre leur défense; la Serbie et tous les Serbes de Yougoslavie édifient une idéologie de l'isolement en comptant sur la puissance de l'armée fédérale et sur la « solidarité slave ». L'Allemagne et les Etats-Unis ont eu des rôles déterminants, d'abord opposés, puis identiques, dans le processus de reconnaissance de l'indépendance des Républiques ex yougoslaves.

3.1. Division des Européens et opposition des Etats-Unis concernant la reconnaissance des Républiques

En janvier 1991, les institutions fédérales sont toujours existantes. En particulier, l'armée fédérale est mobilisée et les officiers serbes de Bosnie et de Croatie se considèrent comme les « gardiens de la structure fédérale ». La rébellion des Serbes de Croatie (Krajina et Slavonie) a commencé au mois de septembre 1990. L'armée la soutient et ce soutien lui paraît « légitime », puisque la Krajina tente de se séparer de la Croatie, qui se sépare elle-même de la Yougoslavie ». Mais, c'était la politique nationaliste de Milosevic.

Le 17 mai 1991, les institutions fédérales sont bloquées. Le bloc serbe empêche l'élection du croate Mesic à la Présidence de la Yougoslavie. Le 26 juin, l'indépendance est proclamée en Croatie et en Slovénie après que les Parlements respectifs ont achevé leur travail législatif. L'armée fédérale manœuvre en Slovénie et en Croatie où ont lieu les premiers affrontements. Par la voix de Jacques Delors, la Communauté économique européenne (CEE) demande aux Yougoslaves de rester unis, sous peine de perdre son soutien financier. Dans l'euphorie qui suit la victoire alliée après la guerre du Golfe, les Etats-Unis affirment vouloir laisser aux Européens le soin de régler une affaire qui intéresse leur continent. Ils savent les Européens divisés.

En particulier, l'Allemagne a des idées très arrêtées quant au sort de la Slovénie et de la Croatie. Les autres pays européens sont plus prudents. Les pressions des émissaires de la CEE réussissent à faire évacuer l'armée fédérale de la Slovénie, mais la guerre continue à faire rage en Croatie, avec les conséquences désastreuses, où l'armée fédérale soutient l'expansion des Serbes de Krajina et de Slavonie.

De juillet à décembre 1991, la Communauté internationale essaie en vain de mettre fin aux combats. Quatorze cessez-le-feu ont été signés par les parties en conflit. Les belligérants comprennent vite le raisonnement occidental : la Yougoslavie n'est pas l'Irak ; il n'y a pas de richesses naturelles à convoiter et l'armée yougoslave constitue la deuxième force militaire conventionnelle en Europe. Après les tentatives de médiation de Van de Broek, puis de Lord Carrington, et la création de la « commission Badinter », la France et l'Angleterre saisissent l'ONU en septembre. Le 25 septembre, l'ONU vote un embargo sur les armes à destination de l'ex-Yougoslavie. Il faut attendre janvier 1992 pour que le quinzième cessez-le-feu, négocié par Cyrus Vance, ancien secrétaire d'Etat américain de Jimmy Carter, représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies pour les Balkans, soit respecté. Ce respect est la condition nécessaire et suffisante à un déploiement de Casques bleus sur les lignes de front.

En réalité, les Européens ne brillent pas par leur cohésion et cela n'œuvre pas pour la paix en Croatie qui avait été soutenue par l'Allemagne et l'Italie, et la cause des Serbes de Krajina et de Slavonie est entendue – officieusement – par la France, l'Angleterre et l'Espagne. Le 18 décembre 1991, la CEE déclare qu'elle reconnaîtra l'indépendance des Républiques sécessionnistes le 15 janvier 1992, sous réserve des conclusions de la commission Badinter sur la conformité de leurs institutions aux principes démocratiques et notamment aux droits des minorités. Mais l'Allemagne récemment réunifiée profite d'un effet d'annonce et prend l'avantage sur la France et la Grande-Bretagne en reconnaissant la Croatie et la Slovénie dès le lendemain. La France lui emboîte le pas, pour ne pas risquer d'entamer l'axe franco-allemand, pilier de la construction de la jeune Union européenne. Le 15 janvier, la Croatie et la Slovénie sont reconnues par une quarantaine de pays, dont ceux de la CEE, la plupart des autres pays européens, la Russie, le Canada, l'Australie, mais pas par les Etats-Unis. Ces derniers s'y opposent fermement, pressentant les conséquences pour le reste de la Yougoslavie.

Le cessez-le-feu est respecté et le « plan Vance », qui prévoit le déploiement de Casques Bleus sur le terrain conquis par les Serbes, est mis en œuvre. La durée du mandat est voulue courte par les Croates, longue par les Serbes. 14 000 soldats sont déployés à la fin de février 1992. Mais le mandat des Nations Unies en Croatie n'est pas clairement défini au

départ : on ne sait pas si l'ONU a pour mission de rétablir le « status quo ante bellum » ou de rendre définitives les avancées réalisées sur le terrain par les Serbes. Rien n'est prévu concernant le retour des personnes déplacées ou réfugiées.

Pendant ce temps, la Bosnie-Herzégovine attend son heure. Pendant la première partie de la guerre, son territoire sert de base arrière à l'imposante armée fédérale. Fin 1990, après les élections, les uns pensaient que la Bosnie avait tous les atouts pour rester comme une Suisse entre les deux Républiques, croates et serbes, pendant que les autres voyaient déjà dans l'organisation de cet Etat un nouveau Liban. Dès le début de 1991, les Serbes de Bosnie s'organisent eux aussi en « Républiques autonomes serbes », dans la mesure où leurs territoires sont frontaliers des territoires serbes de Croatie. La Bosnie, contrairement aux Républiques voisines, n'a pas constitué de forces armées. Le président Izetbegovic se réclame de la non-violence. Il n'a pas les moyens d'affirmer son autorité. A l'origine, personne en Bosnie n'était disposé à sortir de la Fédération, considérée comme le ciment entre les différentes communautés. Si bien qu'à partir du 26 juin 1991, la Bosnie entame elle aussi un processus de dissociation, en s'appuyant sur les communautés musulmanes et croates, alliés traditionnels. Elle cesse de participer à la présidence collégiale, réduite au bloc serbe. Le 15 octobre, le Parlement de Bosnie vote deux résolutions sur la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine et son retrait de la Fédération yougoslave. Contrairement aux trois autres Républiques, elle ne le fait pas par voie de référendum. Les députés serbes refusent donc de reconnaître la légitimité de ces résolutions. Entre temps, Alija Itzebegovic s'est déjà rendu en Turquie et, vraisemblablement, en Iran pour susciter un soutien politique et financier. L'Iran, la Bulgarie et la Turquie reconnaissent rapidement la Bosnie-Herzégovine. Début janvier 1992, la « Bosnie serbe » se proclame république fédérée, avec pour capitale Sarajevo. Devant la coexistence de deux pouvoirs parallèles, la CEE refuse de reconnaître la Bosnie-Herzégovine et demande qu'un référendum soit organisé. Celui-ci a lieu le 29 février et sur 62% de votants, 99% votent en faveur de l'indépendance. La communauté serbe a boycotté les urnes. Le Parlement bosniaque proclame l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine début mars et, début avril, la Communauté européenne la reconnaît, immédiatement suivie par les Etats-Unis. Or, la Constitution prévoyait qu'aucune décision ne pouvait être prise sans l'accord des trois communautés. Cette décision est donc perçue comme illégale par la communauté serbe de Bosnie ; la guerre est inévitable. Le siège de Sarajevo par l'armée yougoslave commence début avril. Le Conseil de sécurité des Nations unies étend le mandat de la FORPRONU à Sarajevo fin juin.

3.2. L'attitude des Etats-Unis dans le processus de reconnaissance des Républiques

Au cours de ces deux années 1991-1992, l'attitude des Etats-Unis semble totalement contradictoire et incohérente. Jusqu'à la fin de l'année 1991, les Américains, officiellement désireux de laisser la Communauté européenne régler la question yougoslave, multiplient en fait les interventions pour tenter de maintenir la cohésion de la Fédération. Ils refusent de reconnaître la Croatie et la Slovénie. Début 1992, en revanche, ils font pression sur la Communauté européenne pour qu'elle reconnaisse la Bosnie-Herzégovine, la menaçant de continuer à ne pas reconnaître les deux premières Républiques.

Jusqu'à l'été 1991, les Etats-Unis font tout pour préserver la Fédération yougoslave. En avril 1991, l'ambassadeur des Etats-Unis en Yougoslavie, Warren Zimmerman, met en garde les Slovènes contre les dangers de l'indépendance. Au mois de mai, le Département d'Etat publie une déclaration qualifiant l'armée fédérale yougoslave de « facteur de paix et de stabilité ». Peu avant la déclaration d'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, le secrétaire d'Etat James Baker rencontre à Belgrade les présidents croate et slovène, Franjo Tudjman et Milan Kucan, et leur indique clairement que les Etats-Unis ne reconnaîtront pas leurs Etats. D'après Michel Collon, James Baker aurait donné à Belgrade des garanties de non ingérence en cas d'intervention de l'armée fédérale en Slovénie et en Croatie⁹.

Jusqu'à l'été 1991, les Américains restent persuadés qu'il faut maintenir la cohésion de l'URSS et de la Yougoslavie. Ils soutiennent à bout de bras le président Gorbatchev. D'autre part, les menaces de l'armée soviétique d'intervenir en Yougoslavie, dont la Communauté européenne a été la cible avant le putsch manqué du 19 août 1991, nécessitent que la puissance occidentale dominante reste en retrait. « Les Soviétiques s'opposent [au déploiement d'une force d'interposition européenne en Yougoslavie], car ils y voient les signes d'une hégémonie européenne et la main de l'OTAN. L'armée soviétique a même fait savoir qu'elle avait des armes et qu'elle saurait s'en servir »¹⁰.

Août 1991 marque forcément un tournant dans la politique européenne des Etats-Unis : le morcellement de l'URSS est déjà commencé et il leur faut se positionner. La Yougoslavie apparaît comme une tête de pont idéale pour s'implanter en Europe centrale. Les Etats-Unis ont toujours déclaré être pour l'unité et la démocratie en Yougoslavie. Ils ont

⁹ Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, Bruxelles, 1998, p. 176.

¹⁰ Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Fayard, Paris, mars 1992, p. 394.

effectivement la conviction que leurs intérêts seront mieux servis dans le cadre d'une Yougoslavie unitaire. La rivalité entre Bonn et Washington renforce cette analyse¹¹. Les Etats-Unis craignent que la nouvelle Allemagne réunifiée ne s'érige en puissance trop bien reconnue en Europe centrale et orientale et ne les empêche d'y ouvrir des marchés américains. Ils s'opposent donc aux décisions de l'Allemagne et de la Communauté européenne, concernant la reconnaissance de la Croatie et la Slovénie.

Mais fin 1991, le maintien de la Fédération yougoslave paraît compromis et les Etats-Unis saisissent l'avantage à soutenir Alija Itzebegovic, qui leur est chaudement recommandé par la Turquie.

Les Etats-Unis soutiennent donc la cause des Musulmans de Bosnie dès le début de l'année 1992. Paul-Marie de La Gorce relève ce paradoxe : « On pouvait penser que, conscients des conséquences désastreuses du démembrement de la Fédération yougoslave, ils tarderaient le plus possible à le cautionner.... Mais, cette fois, tout change »¹². James Baker fait pression sur la Communauté européenne pour qu'elle reconnaisse la Bosnie-Herzégovine, faute de quoi les Etats-Unis continueraient à ne pas reconnaître ni la Croatie ni la Slovénie. « Le 7 avril, il obtient satisfaction : la Bosnie-Herzégovine est reconnue par tous les Etats occidentaux et, bientôt, elle est admises aux Nations Unies plus vite qu'aucun Etat nouveau ne le fut jamais dans toute l'histoire de l'Organisation ».

Washington a déjà joué la carte islamique et décide de faire durer le conflit.

Le grand vainqueur de ce processus difficile est l'Amérique, qui a réussi à montrer les divisions de la jeune Union européenne et trouve de manière opportune l'occasion de marquer son soutien à l'Islam.

¹¹ Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, Bruxelles, 1998, chapitre 9 : « Cinq années de rivalité entre Bonn et Washington ».

¹² Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, Bruxelles, 1998, p.179, propos repris de Paul-Marie de La Gorce, interview dans *Confluences*, France, hiver 1994-1995, p. 103.

QUATRIEME PARTIE

4. LA CRISE BOSNIAQUE

La guerre en Bosnie a été pour les Etats-Unis l'occasion d'atteindre plusieurs objectifs stratégiques et, également, pour le président William Clinton de renforcer son image politique à la sortie de son premier mandat. Comme nous l'avons vu précédemment, les Etats-Unis ont précipité la Bosnie-Herzégovine dans la guerre, mais, paradoxalement, ne sont pas prêts à intervenir sur le terrain. L'opinion américaine y est parfaitement hostile. Les Américains ont soutenu la cause des Musulmans de Bosnie, ouvertement sur les plans politique et économique, de manière plus discrète sur le plan militaire. Cela leur a permis d'une part de se placer en « protecteur de l'Islam » en Europe et sur la scène internationale et, d'autre part d'entretenir en Bosnie une situation ingérable pour la jeune Europe et la Communauté internationale, permettant à l'OTAN de s'imposer comme seul et unique bras armé de l'ONU capable d'intervenir efficacement. De cette manière, les Etats-Unis ont réussi à s'implanter militairement en Bosnie-Herzégovine, en évitant que ne coule le sang des Américains.

« S'il y a une spécificité et une continuité de la Bosnie-Herzégovine, c'est celles de n'appartenir à aucun peuple, d'être un lieu permanent de brassage et d'assimilation, carrefour des civilisations et périphérie des empires »¹³ Pourtant, les Etats-Unis vont soutenir Alija Itzebegovic, élu démocratiquement, mais adepte du fondamentalisme musulman.

Dans la suite logique, les Etats-Unis ont besoin en 1992 de se racheter auprès du monde arabo-musulman : leur soutien à Israël et le bombardement de l'Irak pendant la guerre du Golfe ont provoqué un grand mécontentement anti-américain parmi les populations arabes, y compris celles des régimes favorisés par Washington. Soutenir le musulman Alija Itzebegovic dans la crise bosniaque est une occasion facile pour atténuer cette impopularité.

En Bosnie, le soutien d'un Etat musulman intégriste a deux objectifs : détourner la colère des masses arabes face à la politique menée au Proche et au Moyen Orient et installer un foyer de tensions permanent dans lequel l'Europe ne pourra que se diviser dans les décennies à venir.

La Turquie est très intéressée par la crise bosniaque. Pour la première fois depuis la chute de l'empire Ottoman, elle peut à nouveau prendre part aux affaires balkaniques.

¹³ Xavier Bougarel, Bosnie-Herzégovine : anatomie d'une poudrière, Hérodote, 4^e trimestre 1992, pp. 84-147.

Washington ferme les yeux sur toutes les formes de soutien qui sont apportées à la Bosnie, en particulier sur les moudjahiddins qui sont envoyés par l'Iran. James Baker avait déclaré : « Nous ne devons nous opposer à l'intégrisme que dans la mesure de nos intérêts »¹⁴.

Dès le mois de décembre 1992, la délégation américaine à l'OTAN propose de lever l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie-Herzégovine. La plupart des gouvernements européens craignent que cela ne mène à un embrasement général et incontrôlable du théâtre, où les Casques Bleus seraient inévitablement mis en danger.

En février 1993, les Etats-Unis mènent leur première opération unilatérale en Bosnie. Il s'agit du parachutage de 21 tonnes de vivres dans l'est du pays. Les raisons humanitaires sont évidemment invoquées et leur couverture médiatique est assurée. Cette opération marque l'entrée officielle des Etats-Unis dans le conflit, aux côtés des Musulmans bosniaques.

En 1994, pour accompagner la constitution de la Fédération croato-musulman, les Etats-Unis aident le gouvernement Itzebegovic à se renforcer militairement, en violant l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie et en favorisant le ralliement de plusieurs centaines de miliciens iraniens et de moudjahiddins afghans. Les forces spéciales installent en Bosnie un réseau de commandement et de surveillance, capable de coordonner l'action des armées croates et musulmanes.

Les Etats-Unis soutiennent le président Itzebegovic et sa politique nationaliste pour la Bosnie-Herzégovine, afin d'apparaître comme le « protecteur » de l'Islam sur la scène internationale. En outre, Itzebegovic, dans sa « Déclaration islamique », affirme que «... le mouvement islamique doit et peut prendre le pouvoir dès qu'il a la force numérique et morale pour le faire, pas seulement pour détruire le pouvoir non islamique mais pour construire un nouveau pouvoir islamique. (...) Il ne peut y avoir de paix ou de coexistence entre la foi islamique et la foi non islamique». D'ailleurs, jusqu'en avril 1993, Alija Itzebegovic n'aura de cesse de se débarrasser du reis ul-uléma (chef des ulémas) de Bosnie-Herzégovine !

¹⁴ Général Pierre Marie Gallois, *Le soleil d'Allah aveugle l'Occident*, 1995, p. 31.

4.1. Affaiblir et diviser l'Europe

Au début des années 1990, l'Europe est en passe de devenir géopolitiquement plus forte sur les plans économique, social et culturel, par rapport aux Etats-Unis qui sont jugés structurellement en déclin relatif. Les Etats-Unis utilisent la Yougoslavie comme « pomme de discorde » entre l'Allemagne et la France, la rivalité entre les deux pays étant la source de l'impuissance européenne.

Jusqu'en 1993, les Américains n'interviennent pas directement dans les négociations. Lorsque le plan de paix Vance-Owen est présenté en janvier 1993, le président Clinton le rejette car d'après lui, il porte atteinte à l'unité de la Bosnie¹⁵. En mai 1993, les dissensions entre Européens sont exacerbées, l'ONU ayant réuni à Washington les « principaux » pays impliqués dans la crise yougoslave – Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne et Espagne – pour examiner les conséquences du rejet du plan Vance-Owen. L'Allemagne est délibérément écartée de l'élaboration du plan de paix Owen-Stoltenberg. Bonn ne supporte plus d'être mise au rencard pour ce qui a trait aux négociations.

Lorsque le plan Owen-Stoltenberg est présenté au mois d'août suivant, il semble que les parties soient décidées à accepter de négocier. Or, d'après le général Briquemont, il semble que quelqu'un ait réussi à « faire croire à l'une ou l'autre partie qu'elle pouvait gagner sur le terrain »¹⁶. En janvier 1994, la France essaie de reprendre l'avantage en proposant un « Plan Juppé ». Ce plan est refusé par les Etats-Unis, puis soutenu en février, lorsque l'Union Européenne et l'Otan donnent un ultimatum aux Serbes, les menaçants de bombardements aériens s'ils ne se retirent pas à moins de 20 kilomètres de Sarajevo. En fait, les Européens sont définitivement doublés par les Etats-Unis, qui réussissent à négocier dans leur dos la création d'une Fédération croato-musulmane bosniaque .

En réalité, en 1993, l'administration Clinton souhaite s'investir encore plus en Bosnie. Il y a cependant d'importantes limitations à ce projet. L'opinion américaine n'est toujours pas prête à laisser envoyer des soldats américains sur le sol yougoslave. Elle craint une guérilla généralisée, qui prendrait une tournure semblable à ce que les soldats américains ont connu au Vietnam. Pour que les conditions soient meilleures, il faut affaiblir le potentiel de nuisance de la Serbie, réduire la résistance de sa population par l'embargo décidé en mai 1992 et surtout, mettre fin aux affrontements entre forces croates et musulmanes qui font rage en Herzégovine depuis le début du conflit. En mai 1993, Warren Christopher propose à la communauté

¹⁵ Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, Bruxelles, 1998, p. 179.

¹⁶ Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, Bruxelles, 1998, p. 183, interview donné à l'hebdomadaire belge « Téléoustique » en janvier 1994.

internationale l'option « lift and strike », qui consiste à lever l'embargo sur les armes au profit des Musulmans et de frapper les positions serbes. Les Etats-Unis s'engagent à faire accepter le plan Vance-Owen si cette option est acceptée. Les Etats européens qui ont un fort contingent de Casques Bleus sur le terrain (France et Grande-Bretagne) refusent catégoriquement, craignant que leurs soldats ne soient pris entre deux feux. Bien entendu, cette option est approuvée par l'Allemagne qui n'est pas gênée, n'ayant aucun soldat déployé.

Finalement, en décembre 1994, les dés sont jetés, les Américains ont pris les négociations à leur compte et sont arrivés aux objectifs fixés en 1993. La création de la Fédération croato-musulmane est une réussite. Un « Groupe de contact » a été constitué pour renforcer la coopération entre grandes puissances ; il comprend les Etats-Unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Malgré les pressions, ce plan est refusé par le Parlement de la République serbe. Le plan est accepté par le président de la Serbie Milosevic, qui vient de décréter un embargo économique contre la « République serbe de Bosnie ». Les Etats-Unis ont réussi à amener Slobodan Milosevic à coopérer. Enfin, Washington a définitivement supplanté Bonn à Zagreb et à Sarajevo.

Les négociations menées par Vance, Owen, Stoltenberg ou Juppé ont été balayées en quelques mois par les diplomates américains, mettant à jour la désunion européenne sur la question yougoslave et l'échec du programme d'unification européenne sur le plan politique et de la sécurité. Ils ont réussi à démontrer sur la scène internationale que, sans les Etats-Unis, l'Europe est impuissante.

Il faut donc se demander pourquoi les Américains semblent avoir réussi là où la CEE et l'ONU ont échoué ? Les Américains ont mieux compris que les Européens les trois données de base suivantes :

1. Tout d'abord, ils ont rapidement senti que la guerre était avant tout le fait du régime de Milosevic, par ambition, mais aussi par volonté de se maintenir au pouvoir. C'était donc Belgrade qu'il fallait surtout arrêter.

2. Deuxièmement, les Etats Unis ont compris que cela n'était possible que par la force économique et surtout militaire. La paix passait donc par un rétablissement de l'équilibre sur le terrain.

3. Enfin, puisque ni eux-mêmes ni les Européens n'étaient prêts à s'engager dans une opération coercitive massive, la seule manière de rétablir cet équilibre était d'armer et d'aider les plus faibles et, pour commencer, de les empêcher de se battre entre eux.

4.2. Imposer l'OTAN comme seul et unique recours à la crise

Lorsque, le 9 octobre 1992, le Conseil de sécurité des Nations Unies décrète l'espace aérien bosniaque « zone d'exclusion aérienne », il donne déjà à l'OTAN l'assurance de s'imposer logiquement sur le théâtre. Seule l'Alliance a les moyens d'assurer une surveillance permanente de l'espace aérien bosniaque avec ses AWACS et de faire respecter une zone d'exclusion. Le conflit bosniaque, comme la guerre du Golfe, a montré que, pour mener des opérations aériennes interarmées et multinationales, il faut disposer d'une structure de commandement et de coordination aérienne que seuls les Américains maîtrisent. Mais au début de la guerre, pour que les avions de l'OTAN interviennent, il est nécessaire d'avoir la « double clé », c'est-à-dire l'accord des deux Organisations, l'ONU et l'OTAN. En moins de trois ans, les Etats-Unis auront réussi à s'affranchir de la « clé » de l'ONU. Il s'agissait pour les Etats-Unis de s'affranchir des résistances de Moscou ou de Pékin à l'accomplissement de la politique occidentale.

En février 1993, des raids aériens sont décidés contre les positions serbes, au moment où l'armée lance de sérieuses offensives sur les enclaves musulmanes. Pour Bill Clinton, il s'agit de « montrer que l'OTAN, la plus grande alliance militaire mondiale, demeure une force crédible pour la paix dans l'époque de l'après guerre froide »¹⁷.

Fin 1994, Paris et Londres se rendent compte que le plan américain « lift and strike » prévoit non seulement d'augmenter la pression sur les Serbes pour les forcer à négocier, mais surtout d'aider les forces de la Fédération croato-musulmane à gagner la guerre. La France et la Grande-Bretagne demandent à la FORPRONU d'aboutir dans les négociations entre belligérants. Les Casques Bleus peuvent souffler, mais les négociations sont interrompues. Cette trêve permet à la Fédération croato-musulmane et à la Croatie de préparer une offensive majeure contre les Serbes planifiée pour le début de l'année 1995.

Il reste donc à planifier l'opération de frappes aériennes massives contre l'armée serbe, à amener les représentants des trois communautés à négocier.

Le 31 mars 1995, le Conseil de sécurité des Nations Unies modifie le mandat de la FORPRONU. Le nombre de Casques Bleus est ramené de 14 000 à 8 000 et la résolution précise que l'OTAN peut intervenir « en étroite collaboration » avec le secrétaire général des Nations Unies.

Le 21 juillet 1995, le « Groupe de contact » adopte à la Conférence de Londres le plan d'opérations aériennes contre l'armée serbe. Les négociations ont été difficiles. Les Etats-

¹⁷ Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, Bruxelles, 1998, p. 183.

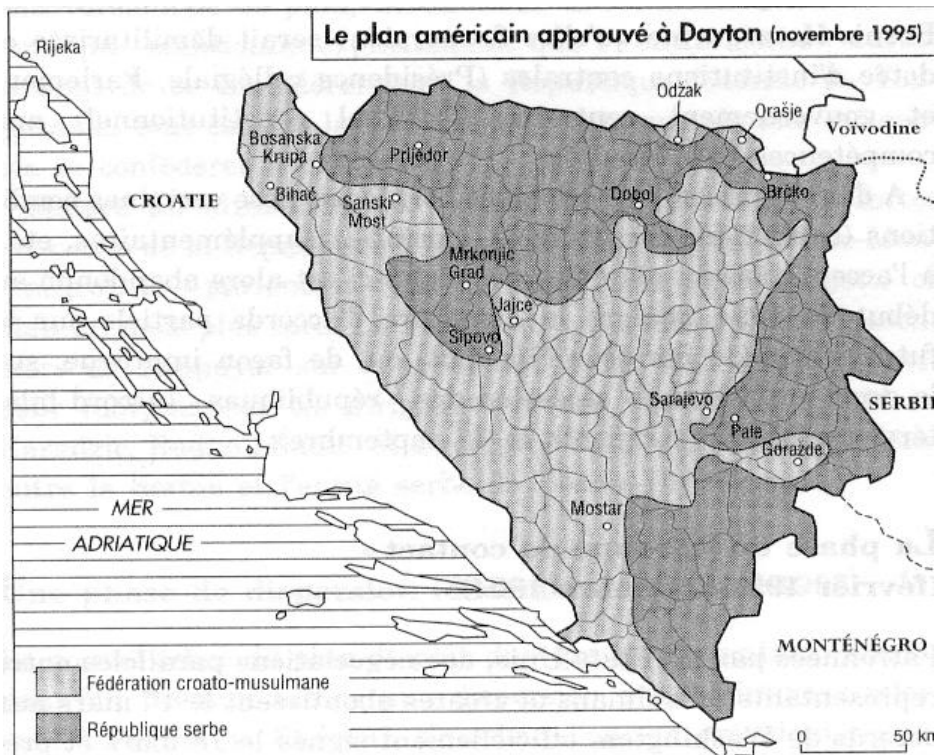
Unis souhaitaient que les frappes soient étendues à la destruction d'objectifs en Yougoslavie, c'est-à-dire en Serbie et au Monténégro. De plus, c'est à cette conférence qu'a été débattue la pertinence du système de la « double clé » évoqué plus haut. La décision d'intervention militaire et de déclenchement d'opérations aériennes revient maintenant au commandant des opérations menées par l'OTAN, en concertation avec le commandant de la FORPRONU. L'ONU a fini par céder aux pressions de l'OTAN mais la Russie ne signe pas la déclaration finale de la Conférence.

Lors de la planification de l'opération terrestre qui sera confiée à l'IFOR, Bonn insiste pour envoyer ses troupes en Bosnie. En mai 1995, le gouvernement allemand annonce qu'il est prêt à déployer un contingent de 1800 hommes et à affecter plusieurs avions de combat et de transport au dispositif aérien de l'OTAN. Il s'agit de la première intervention militaire à l'étranger en dehors du cadre de l'ONU. Les autres Etats d'Europe font preuve de réserve et ne donnent aucun écho favorable au mouvement allemand.

Les bombardements de Markthalle à Sarajevo le 28 août 1995 légitiment le déclenchement des opérations aériennes. Cette opération prend fin le 20 septembre, alors que les armées croate et musulmanes ont repris plus de 20% du territoire bosniaque aux forces serbes. Ce retournement militaire favorise la reprise des négociations et la conclusion des accords de Dayton.

Tous les objectifs des diplomates américains sont atteints. De plus, le président Clinton a su se rallier une partie de l'électorat américain qui le taxait d'immobilisme dans sa politique extérieure.

4.3. Les accords de Dayton



Les accords de Dayton représentent l'expression la plus achevée de la puissance américaine. L'Europe, tenue à l'écart des négociations n'a pu que s'incliner devant cette Pax americana. La rédaction des annexes militaires des accords de Dayton (du 1^{er} au 21 novembre 1995, 40 kilomètres de Washington), été animée exclusivement par des officiers généraux américains, dont Saceur et le chef d'état-major des armées américaines. Les accords sont officiellement signés à Paris le 14 décembre 1995, par Slobodan Milosevic, Franjo Tudjman et Alija Itzebegovic. Ils prévoient une nouvelle partition territoriale de la Bosnie-Herzégovine en deux entités, la Fédération croato-musulmane et la République serbe toutes deux reconnues par la Communauté internationale. Les territoires attribués à chacune des deux entités sont indiqués sur cette carte.

Les forces militaires doivent être rééquilibrées entre la Fédération croato-musulmane et la République serbe, à raison de deux tiers un tiers, ainsi qu'entre la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et la République fédérale de Yougoslavie, dans des proportions 2-2-5.

La partition territoriale a surtout un effet néfaste sur l'économie de chacune des deux entités. L'économie de la République serbe était déjà démobilisée et gangrenée. La Fédération croato-musulmane a déjà des échanges avec la Croatie. Il ne peut en être de même pour la République serbe vis-à-vis de la République fédérale de Yougoslavie ; cette dernière n'ayant pas la santé économique de la Croatie.

Rétrospectivement, le « Plan Vance-Owen », (en janvier 1993) apparaît comme le moins mauvais des quatre plans de paix, (« Plan Owen-Stoltenberg », juillet 1993, Le plan du « Groupe de contact » en juillet 1994) dans une perspective de réintégration de la Bosnie-Herzégovine. La « cantonisation » obligeait les communautés à coexister. Rappelons que la diplomatie américaine avait saboté ce plan côté Musulman, au nom de la nécessaire défense de l'intégrité territoriale et de la multiethnicité de la Bosnie-Herzégovine. En septembre 1995, le général Colin Powell, ancien chef d'état-major de l'armée américaine, estimait que les conditions obtenues à Dayton pour la paix auraient pu être accordées trois ans plus tôt.

En trois ans, la Bosnie-Herzégovine s'est peu à peu enfoncée dans le chaos, en proie aux partis représentant politiques les trois communautés.

CINQUIEME PARTIE

5. LA GUERRE DU KOSOVO

Pour conclure les accords de Dayton, les Etats-Unis se sont appuyés sur Slobodan Milosevic. A l'époque, la crise du Kosovo est considérée comme une affaire intérieure de la Serbie, dont la souveraineté ne saurait être remise en cause. En décembre 1995, le président Clinton a intérêt, pour les raisons que nous avons vues dans la partie précédente, à stabiliser la situation en Bosnie-Herzégovine. Mais la Yougoslavie, du moins ce qu'il en reste, continue d'être dans le collimateur des Etats-Unis et du FMI, puisqu'elle reste gouvernée par Slobodan Milosevic.

En 1989, les Albanais du Kosovo ont perdu leur droit à s'organiser et à s'exprimer en tant que nationalité à l'intérieur de l'Etat yougoslave, le statut de province autonome accordé par Tito (en 1974) ayant été supprimé par le Parlement de Serbie. Le Kosovo est un atout stratégique primordial pour la Serbie : cette province dispose de matières premières extraites à faible coût et elle constitue un accès à la Méditerranée, par l'ex République yougoslave de Macédoine et la Grèce. Depuis 1989, Belgrade a toujours refusé de traiter avec le gouvernement clandestin du « président » Ibrahim Rugova qui prône une stratégie « non-violente ».

En février 1996, l'Armée de libération du Kosovo (ALK, UCK en albanais) entre en scène en revendiquant une série d'attentats à la bombe. Elle pressent que son action est reconnue par l'opinion publique occidentale, parce qu'elle est soutenue par les puissances occidentales, notamment l'Allemagne et les Etats-Unis. Mais, les véritables combats entre l'UCK et les forces de police serbes dans un premier temps, puis contre l'armée yougoslave commencent en 1998. de manière plus intensive. En février 1999, le « Groupe de contact » impose la Conférence de Rambouillet aux autorités serbes et aux principales formations

Rambouillet. Les conditions étant inchangées, Slobodan Milosevic les refuse toujours, y compris pendant la « mission de la dernière chance » menée par Richard Holbrooke les 21 et 23 mars à Belgrade. L'OTAN lance ses premiers bombardements le 24, sur le seul ordre de son secrétaire général, Javier Solana, sans qu'aucune résolution n'ait été votée en ce sens par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

En fait, s'il peut sembler à l'opinion publique qu'il ne se passe pratiquement rien dans les Balkans entre 1996 et 1998, les luttes d'influence continuent. Les Etats-Unis surveillent la manœuvre de loin et finissent par intervenir directement en 1998. Si les Etats-Unis tardent à soutenir directement l'UCK, c'est probablement parce que, comme la France, ils connaissent le véritable objectif de l'UCK : la transformation du Kosovo en plaque tournante du trafic de stupéfiants et le contrôle des routes de la drogue vers l'Europe, notamment de l'axe Istanbul – Pristina – Sarajevo. Dès 1994, l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD) découvrait un trafic d'héroïne mettant en cause des trafiquants albanophones du Kosovo, de Macédoine et d'Albanie. En provenance d'Afghanistan, la drogue transitait par le Caucase et la Turquie avant d'être revendue par la mafia albanaise dans plusieurs pays d'Europe. L'OGD avançait que ces trafics étaient tolérés en haut lieu à cause des implications stratégiques et politiques. En particulier, les Etats-Unis y auraient vu un moyen de déstabiliser la Serbie¹⁹.

On reconnaît bien l'intention américaine qui voit dans la drogue un atout stratégique notable visant à déstabiliser la Serbie, même si cela peut contribuer à déstabiliser les pays d'Europe.

Compte tenu de la tournure prise par les évènements, il était évident que la communauté internationale devait réagir promptement et sans équivoque à l'égard de Slobodan Milosevic. Mais les règles du jeu avaient été faussées à Rambouillet. Il fallait revenir sur les termes de ce plan de paix, notamment sur le volet militaire, pour ramener ce dernier à la table des négociations.

5.1. « Plan de Rambouillet »

Les négociations sous l'égide de la Communauté internationale commencent au début de l'année 1998, sous l'impulsion du médiateur américain Christopher Hill. Le processus est encadré par le « Groupe de contact » et débouche sur les réunions de Rambouillet au mois de février. A ce stade de la crise, il était parfaitement possible de poursuivre de véritables négociations avec Slobodan Milosevic, prenant en considération les objections yougoslaves sans les avaliser, et de tenter de dégager une solution de compromis acceptable. Dans cette hypothèse, le recours à la force « en dernier ressort » aurait pu être autorisé par le Conseil de sécurité des Nations Unies, si ce compromis avait été effectivement violé par les autorités yougoslaves sur leur territoire. Mais les volets politique, militaire et concernant le statut intérimaire de l' « plan de Rambouillet » étaient absolument disproportionnés et ne pouvaient aucunement être acceptés par Slobodan Milosevic.

Le volet politique : les dispositions concernant le désarmement et le retrait des troupes, ainsi que les garanties tendant au respect des droits de l'homme et du droit humanitaire ne sont pas remises en cause et sont acceptées dans leur ensemble par les autorités yougoslaves.

Le volet militaire ne prévoit pas de manière explicite ni limite de temps, ni un volume de troupes déployées, ni le nom des Etats qui participeront à la génération de la KFOR. Même dans les accords de Dayton, le délai d' « environ un an » était précisé.

La proposition qui est faite à Slobodan Milosevic à Rambouillet est inacceptable. Elle prévoit l'occupation non seulement du Kosovo, mais également du reste de la Serbie et du Monténégro par les troupes de l'OTAN. Slobodan Milosevic souhaiterait que la force d'interposition ait un caractère plus multinational et que notamment, les forces « slaves du Nord » ne soient pas systématiquement écartées.

Ce volet militaire n'a pas été avalisé par la Russie, bien que partie au « Groupe de

5.2. La situation humanitaire au Kosovo – raison pour les bombardements

Alors qu'il a abouti à une guerre internationale majeure, le conflit du Kosovo était à ranger dans la catégorie de ceux dits de « basse intensité »²¹.

La liste exhaustive des crimes commis au Kosovo entre février 1996 et le 24 mars 1999, sans préjuger du drame vécu par les populations déplacées et réfugiées, tend à indiquer qu'aucune des parties ne s'est abstenue de crimes gratuits, comme l'exécution sommaire de civils. L'UCK, l'armée fédérale yougoslave et la police serbe ont entretenu un cycle continu et une escalade de la violence. Les forces serbes ont répondu à l'horreur par l'horreur, ayant obtenu une liberté d'action totale pour restaurer l'ordre et la sécurité publics au Kosovo.

L'intervention de l'OTAN dans la situation au Kosovo a été désastreuse sur le plan humanitaire. Jusqu'au 24 mars 1999, des Albanais quittaient la province, mais ils se comptaient par milliers. L'attaque de l'OTAN a déclenché une véritable catastrophe humanitaire: Kosovars serbes et albanais ont été indifféremment bombardés. Les Serbes, ne pouvant pas exercer leur vengeance sur l'assaillant, l'ont exercée sur les populations albanophones et les ont poussées sur les routes de l'exode. Les Albanais fuyaient vers l'Albanie et la Macédoine pour échapper aux bombardements de l'OTAN. Les bombardements de l'OTAN ont atteint des buts contraires à ceux qui étaient officiellement à l'ordre du jour :

- martyre du peuple albanais ;
- exode du peuple albanais au lieu de sa consolidation sur place ;
- union des Serbes autour de Milosevic²².

Les déplacements de la population albanophone ont été sources de déstabilisation pour les pays voisins. L'afflux des réfugiés a fortement fragilisé l'Albanie et la Macédoine. L'afflux de réfugiés dans la province du Sandjak monténégrin et les frappes aériennes sur des objectifs au Monténégro ont mis les opposants au régime de Milosevic dans une situation très

d'épuration du Kosovo. L'intervention terrestre étant exclue, les objectifs militaires des forces en présence sont apparues asymétriques et les frappes de l'OTAN ont été la plus mauvaise réponse à l'objectif de l'Alliance qui était d'enrayer une catastrophe humanitaire annoncée.

Enfin, l'assimilation des syndromes vietnamien et somalien avec cette obsession américaine du « zéro mort » imposait aux stratèges de l'OTAN de faire la guerre sans risques de pertes au moyen de systèmes d'armes tirés à distance de sécurité. Les frappes sont lancées le 24 mars 1999.

5.2. Les enjeux de la guerre du Kosovo pour les Etats-Unis

Début 1999, l'opinion publique occidentale, voire internationale (en prenant en compte la Russie et la Chine) souhaite que les combats cessent au Kosovo, que soient rétablis l'ordre et la sécurité publics et que le gouvernement serbe trouve une solution politique à la crise, avec l'aide de la Communauté internationale. Or, comme nous l'avons vu dans les parties précédentes, les objectifs des Etats-Unis ne s'arrêtent pas là.

Enfin résoudre le problème Milosevic

Il s'agit de faire plier Slobodan Milosevic définitivement et de mettre à la tête de la Serbie un gouvernement qui accepte enfin les exigences de l'économie de marché et l'élargissement de l'Occident à l'Europe centrale.

Empêcher la Russie de jouer un rôle de grande puissance eurasienne

La Russie détient toujours un arsenal d'armes nucléaires, ce qui en fait une nation potentiellement dangereuse. C'est pour cette raison qu'une victoire sur la Yougoslavie est absolument essentielle si l'OTAN veut manifester à tous la force et l'esprit de résolution des

Dominer les alliés européens

Il y a un paradoxe dans ce libellé : « dominer » et « alliés ». C'est pourtant l'ambiguïté de la politique extérieure américaine qui œuvre pour que les pays européens restent les alliés des Etats-Unis, mais n'aient pas les moyens de se constituer en puissance concurrente.

« Nous constatons que la majorité des Etats membres de l'OTAN se sont engagés résolument dans les opérations aériennes et humanitaires en Serbie et au Kosovo. Nous pouvons à cet égard constater la confirmation d'une subordination opérationnelle et doctrinale européenne à la stratégie américaine »²⁴.

L'objectif des Etats-Unis est atteint : les pays européens restent alliés entre eux et ne remettent pas en cause le lien transatlantique, mais ils sont toujours dépendants de la puissance et de la stratégie américaine.

Maintenir la crédibilité de l'OTAN en Europe et dans le monde

En 1999, les Etats-Unis ont toujours besoin de l'OTAN pour mener leur politique d'extension à l'Est et les Européens ne sont pas prêts à assumer seuls le pilier de la Défense. Il est donc urgent, en mars 1999, tant pour les Etats-Unis que pour la majeure partie des pays Européens, de conserver à l'OTAN toute sa crédibilité.

Les Etats-Unis souhaitent que l'OTAN puisse lancer des opérations militaires de manière unilatérale, sur simple décision de ces Etats membres, sans prendre en compte les règles internationalement reconnues de l'ONU ou de l'OS CE. Ils souhaitent également que l'Alliance puisse intervenir partout dans le monde, là où ses intérêts communs sont menacés.

Le texte du « nouveau concept stratégique »²⁵ de l'Alliance, approuvé par les chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres à l'occasion de la célébration du Cinquantenaire les 23 et 24 avril 1999 à Washington, est parfaitement ambigu.

En outre, contrôler les Balkans, c'est maintenir la stabilité gréco turque et les relais d'approvisionnements avec le Moyen-Orient et le Caucase.

L'importance stratégique et économique du Danube est par ailleurs, n'en doutons pas, clairement identifiée à Washington. C'est une voie de communication qui a une importance stratégique majeure pour l'Europe. Depuis la construction du canal Main Danube, il est possible de traverser l'Europe de l'ouest, du port de Constance en Roumanie, jusqu'au port de Rotterdam, en passant par le Main et le Rhin. Ce sera donc une voie de transport décisive au cours de ce siècle. Les profondeurs des chenaux dragués permettent la circulation de bâtiments de moyen tonnage (jusqu'à 3.000 tonnes). Ce fleuve est un axe important pour l'acheminement du pétrole de la mer Caspienne vers l'Europe, à partir de la mer Noire et sans être tributaire des détroits du Bosphore et de Gibraltar. Le transit des marchandises est également plus court. Cette voie de communication passant par Belgrade, il était nécessaire de « sécuriser » la Serbie.



américaine sur certaines de ces « routes » devant permettre l'intégration complète des économies et des territoires de l'Europe orientale dans le marché européen.

Continuer d'afficher un soutien ouvert à l'Islam

Pour le Kosovo comme pour la Bosnie, le sentiment de culpabilité des Européens vis à vis des pays de l'Islam qu'ils avaient colonisés a été utilisé.

Pendant la campagne aérienne, l'OTAN a communiqué en mettant en avant le rôle déterminant de l'UCK dans le guidage des avions de l'Alliance. En réalité, les militants de l'UCK sont complètement désorganisés par l'offensive des forces militaires serbes. Ce sont en fait les forces spéciales de l'OTAN, commandos américains, britanniques et français qui ont assuré le guidage des avions au sol. L'aide des militants de l'UCK s'est limité au recueil du renseignement d'ordre général et à l'observation des dégâts causés par les bombardements.

La forte visibilité de l'élan humanitaire de l'intervention de l'OTAN a mal masqué les vrais objectifs stratégiques de l'Alliance, lesquels n'ont jamais été clairement déterminés. Lorsque les bombardements cessent le 3 juin 1999, après 72 jours de missions aériennes, l'heure est aux bilans.

Comme cela a été dit avant, les conséquences humanitaires des bombardements ont été extrêmement lourdes au Kosovo. Les frappes de l'OTAN ont facilité l'action répressive serbe d'une part parce qu'elles ne s'opposaient pas directement au mode d'action serbe sur le terrain et d'autre part parce que tous les observateurs de l'OSCE et des organisations humanitaires non gouvernementales ont été évacués juste avant.

Les conséquences économiques sont désastreuses. Outre les objectifs militaires, les frappes aériennes ont visé les infrastructures civiles (ponts sur le Danube, usines de production automobile, dépôts de carburant, usines de production d'électricité. Le coût de ces destructions est supporté aujourd'hui par les pays européens qui sont obligés d'investir dans un avenir qui est loin d'être assuré.

Russie n'est plus écartée des négociations. L'objectif politique principal qui était de faire accepter les clauses militaires du plan de Rambouillet a été modifié dès le 12 avril 1999, à l'occasion de la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord.

En résumé, non seulement Milosevic n'a pas plié en quelques jours, comme l'avait promis Madeleine Albright au président Clinton mais de plus, il a fait revenir l'OTAN sur ses exigences et sur ses « projets d'avenir » en moins de trois semaines. L'OTAN aurait pu alors être discréditée, si Milosevic avait décidé d'accepter de négocier. Mais, heureusement pour l'OTAN, Milosevic a préféré aller jusqu'au bout de sa fuite en avant et préparer son armée à contrer l'offensive terrestre que l'Alliance ne s'est jamais résolue à mener.

En fin de compte, Slobodan Milosevic a capitulé, mais le coût humanitaire, diplomatique, économique et politique de l'opération Forces alliées est resté excessif.

CONCLUSION

Le déroulement des événements qui ont ponctué la crise yougoslave a pu faire croire que les Etats-Unis, et plus particulièrement l'administration Clinton, maîtrisaient peu la situation ; il n'en est rien. En avril 1999, Slobodan Milosevic est enfin écarté du pouvoir. Les Américains ont aujourd'hui des troupes en Macédoine et exercent une influence déterminante sur les Albanais (particulièrement au Kosovo qui est devenu en véritable protectorat de l'OTAN), les Bulgares et les Roumains. Ils entretiennent des garnisons en Hongrie. Ils peuvent à tout moment déclencher ou encourager des conflits dans la zone Europe du sud et justifier ainsi leur présence accrue. Enfin, les forces de l'OTAN (expression militaire de la suprématie des américains) occupent une bonne part de la Yougoslavie, tête de pont pour un élargissement vers l'Europe orientale et l'Asie centrale.

Le succès semble total pour les Etats Unis. Mais, il reste tout de même à penser à la stabilité relative des Balkans. C'est à la fois une grande déception pour les populations civiles qui y vivent et une belle opportunité pour l'Union européenne d'affirmer enfin son identité politique et son unité. L'Union européenne a multiplié en dix ans les sommets et rencontres pour se doter d'une véritable capacité militaire autonome constituée d'une force conséquente ainsi que d'outils décisionnels crédibles. Les difficultés restent nombreuses mais la volonté des différents partenaires semble affirmée et permet d'être optimiste quant à l'aboutissement de la PESD (Politique Européenne de Sécurité et de Défense) dans les années à venir.

Le défi pour l'UE n'est pas des moindres. Elle doit gérer la fragilité institutionnelle et politique tout en stimulant le processus d'intégration. Le 21 février 2003, Romano Prodi a déclaré à Skopje (Macédoine) : « Les Balkans sont une partie intégrante de l'Europe et l'unification de notre continent ne sera achevée que lorsque les pays des Balkans seront membres de l'Union Européenne » ! La manœuvre demande adaptabilité et flexibilité pour

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages en français

- Bruno Colson, La stratégie américaine et l'Europe, Economica, Paris, avril 1997.
- Pierre-Marie Gallois, Le sang du pétrole – Bosnie, L'Âge d'Homme, Paris, 1996.
- Général Pierre-Marie Gallois, Le soleil d'Allah aveugle l'Occident, Paris, 1995 et L'Age d'Homme, Paris, septembre 1999
- Paul Garde, Vie et mort de la Yougoslavie, Fayard, Paris, mars 1992.
- Michel Collon, Poker menteur, EPO, Bruxelles, 1998.
- Bernard Adam, La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires, GRIP, Bruxelles, juin 1999.
- Xavier Bougarel , Bosnie, anatomie d'un conflit, Les dossiers de l'état du monde, La Découverte, Paris, 1996.
- Vladimir Volkoff, Désinformation flagrant délit, Editions du Rocher, Monaco, août 1999.
- AGIR – Revue générale de stratégie, L'avenir européen des Balkans
- Gérard Baudson, La Planète de l'oncle Sam
- Thierry Mudry, Guerre de religions dans les Balkans
- Joseph Krulic, « Guerre et citoyenneté dans les Balkans de 1991 à 2002 »